

ÉDITO François Billot de Lochner

## Agir pour 2017



**P**ourquoi préparer avec vous, dès aujourd'hui, 2017, année des prochaines élections présidentielles et législatives ?

La France est en situation de blocage. Les partis politiques ne sont plus que des écuries électorales, sans substance ni cohérence doctrinales, organisées pour conquérir des places, et donc des avantages personnels. Il en résulte une désaffection des Français pour les élections, comme vient de le montrer l'élection européenne.

L'Union est devenue une caricature de ce qu'est devenue la politique : le gouvernement des experts se substitue aux peuples et aux communautés subsidiaires qui animent et structurent la société civile.

Nos gouvernants actuels détruisent petit à petit les piliers sur lesquels reposent la paix et la prospérité de la France. La prochaine élection présidentielle revêt donc une importance capitale, puisqu'au futur Président incombera la tâche immense de reconstruire tout ce qui a été abîmé ou démolé par le pouvoir actuel, mais aussi, d'ailleurs, par les pouvoirs précédents... Dans ce cadre, notre action commune est décisive,

puisque'il nous faudra agir avec force auprès de nos futurs dirigeants pour qu'ils mettent enfin en œuvre les actions urgentes de redressement que nous allons définir ensemble.

**Il faut rendre la politique à la société civile.**

L'élection présidentielle en France, de par sa Constitution et la concentration des pouvoirs qui en résulte, est l'événement qui structure la vie politique française. C'est l'occasion de porter la voix de la société civile, en présentant des mesures voulues et mises au point par les Français et leurs organisations (sociales, culturelles, éducatives et économiques), susceptibles de « changer le cap du bateau » dès le lendemain de l'élection, avec deux objectifs :

- ▶ **renforcer l'autorité de l'État** dans ses fonctions régaliennes : justice, défense et sécurité, affaires étrangères, infrastructures, monnaie ;
- ▶ **rétablir les libertés fondamentales** de la société civile : éducation, économie, culture, etc.

Dans cette perspective, *Liberté politique* et le collectif France Audace, qui avaient fortement agi sur les élections 2012, lancent un travail





préparatoire destiné à identifier et documenter la vingtaine de mesures indispensables pour assurer le bien commun, et donc enrayer la dérive technocratique et libertaire de la vie politique, qui se traduit par une mainmise de l'État sur la vie quotidienne et la vie morale des Français, au nom d'une vision dévoyée de la démocratie.

Notre programme de travail va consister dans un premier temps à définir les mesures les plus urgentes que devra prendre le prochain président de la République pour redresser le pays, puis à leur donner le contenu le plus précis possible, pour enfin les traduire en propositions de loi. Ce travail fera l'objet de la rédaction d'un livre, qui sera proposé à tous les partis politiques avant qu'ils élaborent leurs programmes électoraux, ainsi qu'aux électeurs pour leur information.

**Dans l'immédiat, nous souhaitons définir ce que devront être les mesures essentielles de redressement, qui, par leur simplicité, pourront immédiatement être mises en place par le nouveau pouvoir et qui, par leur efficacité, permettront de redresser rapidement la France.**

Pour ce faire, nous souhaitons vous associer à notre démarche, en vous demandant de nous préciser les mesures qui vous semblent les plus adaptées.

**Nous nous permettons donc de vous envoyer un questionnaire en pages 3 et 4, que nous vous remercions de remplir et de nous renvoyer avant le 5 juillet : cela nous permettra d'avoir votre éclairage sur les mesures qui vous semblent fondamentales pour que notre pays se redresse enfin.**

Rien n'est perdu, tout est possible, mais l'engagement est aujourd'hui devenu vital pour que nos libertés fondamentales soient rétablies. Liberté politique est une des structures capables d'animer le débat politique et de l'élever vers la recherche du Bien commun. Votre participation nous est dès aujourd'hui **IN-DIS-PEN-SA-BLE !**

François Billot de Lochner,  
Président de Liberté Politique



**1** Vous nous renvoyez remplies les pages 3 et 4 du « Questionnaire », avant le 5 juillet.

**Comment allez-vous participer ?  
Comment allons-nous procéder ?**

**2** Nous consulterons en septembre les associations réunies dans le cadre du collectif France Audace et nous les informerons de vos propositions et commentaires.

**3** Nous lancerons des groupes de travail au début de l'automne pour rédiger les propositions.

**4** Vous recevrez dès la fin de cette année un rapport d'étape synthétique.

**5** Liberté politique publiera en librairie, au printemps 2015, un livre proposant les mesures indispensables pour redresser, et même sauver la France en 2017.

**6** Nous Créerons avec vous et mobiliserons tout au long des années 2015 et 2016 des comités locaux pour promouvoir ces mesures auprès des candidats aux élections législatives de 2017, en proposant des débats et des conférences dans toutes les régions.

**7** Nous interviendrons auprès des équipes de campagne des candidats connus dès 2016, avec tout le poids que représentera le travail effectué à partir de cet été.



**Oui**, il est possible de changer le cap du « bateau France », sans difficultés politiques majeures, avec seulement un peu de courage. Donnez votre avis sur les mesures qui peuvent changer le destin de la nation.

Êtes-vous :

d'accord • plutôt d'accord • pas d'accord

► **JUSTICE, INSTITUTIONS, LIBERTÉS PUBLIQUES**

- Créer un referendum d'initiative populaire  
*pour rétablir une démocratie véritable*
- Rétablir la possible prison à perpétuité sans remise de peine  
*pour limiter la récidive des grands criminels*
- Constitutionnaliser le mariage homme-femme  
*pour consolider la cellule de base de la société*
- Abroger la loi liberticide de 2004 contre les discriminations  
*pour rétablir la liberté d'expression*
- Protéger les collectivités locales de proximité  
*pour préserver les communautés de vie naturelles*

► **AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉFENSE**

d'accord • plutôt d'accord • pas d'accord

- limiter les pouvoirs de l'Union européenne  
*pour que s'applique le principe de subsidiarité*
- Réviser les accords de Schengen  
*pour mieux maîtriser les flux migratoires*
- Rétablir le service national  
*pour favoriser le sens de l'appartenance à la nation*

► **ÉCONOMIE**

d'accord • plutôt d'accord • pas d'accord

- Constitutionnaliser l'obligation de voter en excédent le budget national  
*pour supprimer les dérives déficitaires mortifères*
- Supprimer les 35 heures  
*pour rendre à l'économie sa compétitivité*
- Créer un eurofranc  
*pour nous redonner les moyens de notre politique économique*
- Porter la retraite à 65 ans  
*pour que le déficit du financement des retraites soit limité*
- Diminuer le nombre de fonctionnaires  
*pour réorienter le travail vers la production de richesses*
- Uniformiser les régimes de retraite  
*pour que l'équité soit rétablie entre les salariés du public et du privé*

► **SOCIAL ET FAMILLE**

d'accord • plutôt d'accord • pas d'accord

- Instaurer un salaire maternel  
*pour laisser aux mères de famille le libre-choix de leurs activités*
- Revaloriser les allocations familiales  
*pour rendre justice aux familles*
- Limiter drastiquement l'immigration  
*pour l'adapter aux possibilités d'accueil de la France*
- Abroger la loi Taubira relative au « mariage pour tous »  
*pour préserver l'ordre naturel du mariage et la filiation*



